



L'emploi salarié reste atone

Au deuxième trimestre 2018, l'emploi salarié total reste stable en Centre-Val de Loire, ralenti par le fléchissement de l'emploi public. Le taux de chômage baisse sensiblement et le nombre de demandeurs d'emploi n'évolue pas.

Parallèlement, les autorisations de construction poursuivent leur repli et les mises en chantiers reculent pour le deuxième trimestre consécutif.

Le secteur de l'entreprise reste dynamique avec un nombre de créations en hausse et de défaillances en baisse.

La fréquentation hôtelière progresse encore ce trimestre, et les échanges commerciaux, bien que dynamiques, enregistrent un solde commercial en baisse.

Caroline Chalot

Rédaction achevée le 30 octobre 2018

Cette publication de l'Insee Conjoncture Centre-Val de Loire met pour la deuxième fois à disposition les estimations trimestrielles d'emploi élargies à l'ensemble de l'emploi salarié privé et public (voir encadré "avertissement sur les données de l'emploi").

Stabilisation de l'emploi salarié total

Après un trimestre de baisse, l'emploi salarié total (*avertissement*) reste stable en Centre-Val de Loire au deuxième trimestre 2018. Le nombre de salariés total s'établit ainsi à 912 600 dans la région. Au niveau de la France hors Mayotte, les effectifs, en progression depuis le deuxième trimestre 2015, marquent un arrêt.

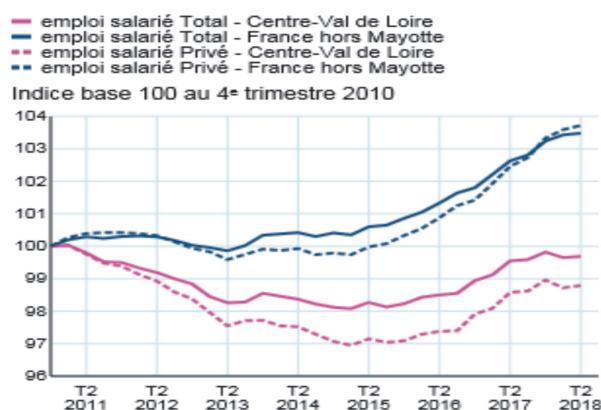
Contrairement au trimestre dernier, l'emploi public dans la région fléchit légèrement au deuxième trimestre 2018. L'emploi privé, en baisse le trimestre dernier, vient compenser les pertes de l'emploi public avec une hausse de

ses effectifs ce trimestre (+ 500) (*figure 1*).

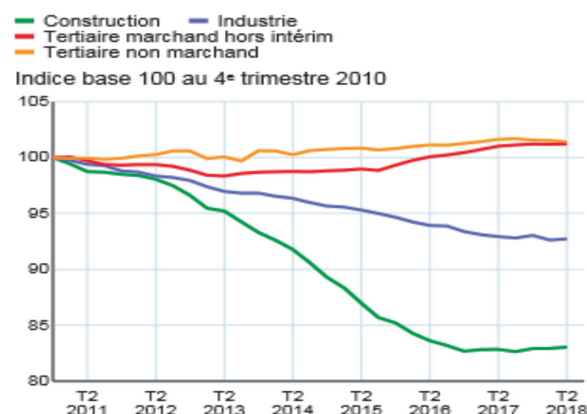
Le regain s'explique par un nombre de salariés en augmentation dans l'emploi intérimaire et dans le secteur du commerce (+ 0,3 %). Les effectifs dans les secteurs de l'industrie et de la construction restent quasi-stables (*figure 2*).

Sur un an, l'emploi salarié total reste stable dans la région alors qu'il augmente légèrement au niveau national (respectivement + 0,1 %, + 0,8 %).

1 Évolution de l'emploi salarié total, emploi privé, région et France hors Mayotte



2 Évolution de l'emploi salarié par secteur



Note : données trimestrielles, données provisoires pour le dernier trimestre
Champ : emploi salarié du secteur privé et public en fin de trimestre.

Source : Insee, Estimations d'emploi ; Estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

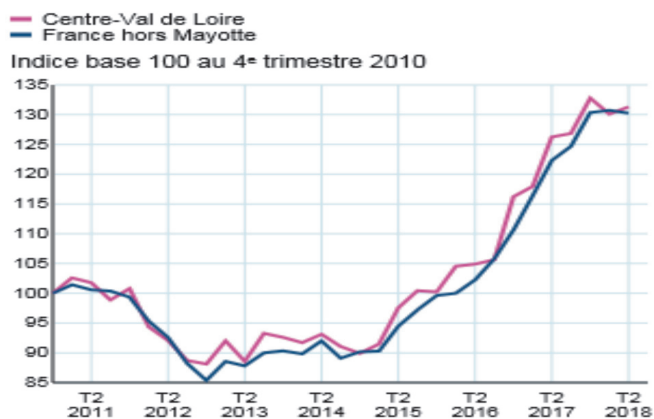
L'intérim repart à la hausse

Après un trimestre de baisse, qui venait rompre une progression entamée au troisième trimestre 2016, l'emploi intérimaire repart à la hausse au deuxième trimestre 2018, dans la région (+ 0,9 %).

À l'inverse, au niveau de la France hors Mayotte, l'emploi du secteur intérimaire est en léger repli ce trimestre (- 0,4 %) (figure 3).

Sur les douze derniers mois, il reste dynamique, tant au niveau régional que national (respectivement + 4,0 % et + 6,5 %).

3 Évolution de l'emploi intérimaire



Note : données trimestrielles, données provisoires pour le dernier trimestre.
Champ : emploi en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.
Source : Insee, Estimations d'emploi ; Estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

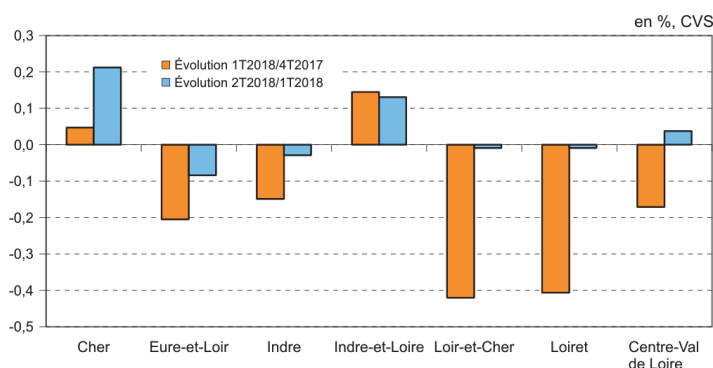
Quelques emplois supplémentaires dans le Cher et l'Indre-et-Loire

La plupart des départements du Centre-Val de Loire stabilisent leurs emplois au deuxième trimestre 2018. Seuls les départements du Cher et de l'Indre-et-Loire comptabilisent quelques effectifs supplémentaires (respectivement + 0,2 % et + 0,1 %) (figure 4).

Dans le Cher, les créations d'emplois dans le tertiaire marchand (+ 0,9 %) viennent compenser les baisses d'effectifs dans les autres secteurs. Dans une moindre mesure, le constat est le même dans l'Eure-et-Loire (+ 0,3 %). Dans l'Indre-et-Loire, l'emploi stagne dans tous les secteurs, sauf dans la construction (+ 1,0 %). Ce dernier secteur progresse également dans le Loir-et-Cher (+ 0,5 %) mais recule en Eure-et-Loir (- 0,8 %). Les emplois intérimaires sont en hausse dans tous les départements, ce trimestre, sauf en Eure-et-Loir, où les effectifs stagnent et dans le Loiret qui accuse une baisse (- 0,7 %). L'industrie reprend quelques couleurs dans le Loiret (+ 0,6 %) et dans l'Indre (+ 0,2 %) alors qu'elle perd des effectifs en Eure-et-Loir (- 0,6 %), restant stable partout ailleurs.

Sur l'année, l'emploi salarié total progresse surtout dans l'Indre-et-Loire (+ 0,7 %) et décroît le plus dans le Loir-et-Cher (- 0,4 %). Le Cher progresse légèrement plus (+ 0,2 %) que la moyenne régionale (+ 0,1 %), et les autres départements stabilisent leurs effectifs.

4 Évolution de l'emploi salarié total



Note : Corrigées des variations saisonnières.
Champ : emploi salarié du secteur privé et public.
Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

Légère baisse du taux de chômage

Après avoir grimpé de 0,2 point le trimestre dernier, le taux de chômage dans la région diminue de 0,1 point au deuxième trimestre 2018, soit 8,4 %.

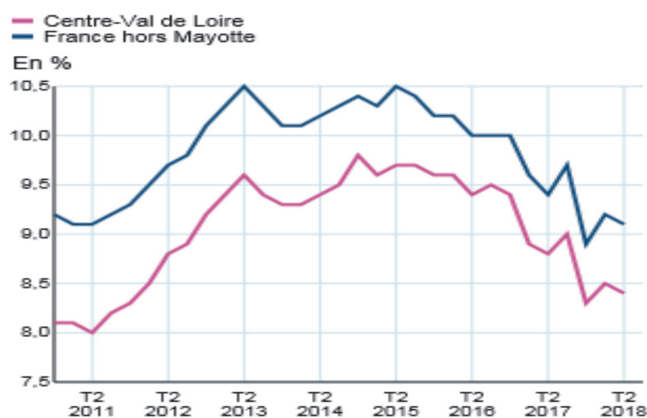
La variation est la même au niveau national, avec un taux qui reste plus élevé (9,1 %) (figure 5).

Dans les départements du Centre-Val de Loire, la plus forte baisse s'observe dans le Cher (- 0,4 %), tandis que le Loir-et-Cher et le Loiret stabilisent leur taux (figure 6).

Sur les douze derniers mois, la diminution du taux de chômage reste marquée. Elle est légèrement plus importante en Centre-Val de Loire qu'en France hors Mayotte (respectivement - 0,4 et - 0,3 point).

Au niveau des départements de la région, la baisse est comprise entre 0,4 et 0,5 point.

5 Évolution du taux de chômage



Note : données trimestrielles, données provisoires pour le dernier trimestre.
Source : Insee, Taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisés

6 Taux de chômage départementaux

| | 2 ^e trimestre 2018 (%) | Variation (point) | |
|----------------------------|-----------------------------------|-------------------|--------------|
| | | sur un trimestre | sur un an |
| Cher | 9,2 | - 0,4 | - 0,5 |
| Eure-et-Loir | 8,5 | - 0,1 | - 0,4 |
| Indre | 8,6 | - 0,2 | - 0,5 |
| Indre-et-Loire | 8,1 | - 0,1 | - 0,5 |
| Loir-et-Cher | 7,6 | 0,0 | - 0,4 |
| Loiret | 8,5 | 0,0 | - 0,5 |
| Centre-Val de Loire | 8,4 | - 0,1 | - 0,4 |
| France hors Mayotte | 9,1 | - 0,1 | - 0,3 |

Note : données trimestrielles, données provisoires pour le dernier trimestre.
Source : Insee, Taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisés

Avertissement sur les données de l'emploi :

Auparavant, les estimations trimestrielles d'emploi (ETE) publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand - hors agriculture et activité des particuliers employeurs - en France métropolitaine. Depuis la publication de juin 2018, le champ des ETE localisé est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte). Par rapport à la situation antérieure, sont donc ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs. De plus, une distinction des emplois « privé » et « public », établie à partir de la catégorie juridique des employeurs, est disponible au niveau régional. Les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écarts de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution (effets de composition liés aux écarts de niveaux).

Parallèlement, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, en particulier durant la phase de montée en charge de la DSN.

Un nombre de demandeurs d'emploi stable

Au deuxième trimestre 2018, pour le troisième trimestre consécutif, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, B et C inscrits à Pôle emploi reste quasiment stable en Centre-Val de Loire (219 000). Au niveau de la France entière, où les effectifs stagnaient également depuis le quatrième trimestre 2017, ceux-ci repartent légèrement à la hausse (+ 0,2 %) (figure 7). Après trois trimestres de recul, les entrées sur les listes de Pôle emploi sont de nouveau en hausse ce trimestre dans la région (+ 5,4 %). Malgré une augmentation des sorties (+ 4,7 %), les entrées restent supérieures en volume. Ce trimestre, le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans repart à la hausse après trois trimestres de baisse (+ 1,0 %). Ceux des demandeurs d'emploi âgés de 50 ans et plus et des demandeurs inscrits depuis plus d'un an continuent d'augmenter respectivement + 0,4 % et + 0,8 %.

7 Demandeurs d'emploi (A,B,C) inscrits à Pôle emploi

| | 2 ^e trimestre 2018 (CVS) | Variation (%) | |
|------------------------------|-------------------------------------|------------------|------------|
| | | sur un trimestre | sur un an |
| Centre-Val de Loire | 218 020 | - 0,1 | 0,4 |
| Moins de 25 ans | 32 430 | 1,0 | - 1,4 |
| 50 ans et plus | 53 690 | 0,4 | 2,6 |
| Inscrits depuis plus d'un an | 101 730 | 0,8 | 3,2 |
| France (en milliers) | 5 853 | 0,2 | 1,5 |

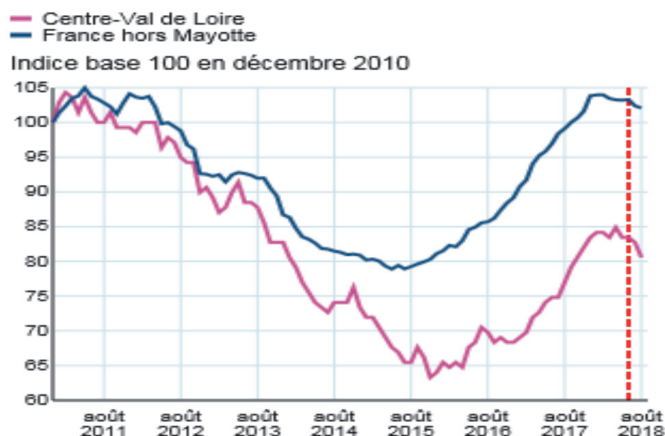
Note : données corrigées des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables ; Calcul des CVS-CJO : Dares. Chaque année est menée, en même temps qu'au niveau national, une campagne d'actualisation des coefficients de correction des variations saisonnières (CVS), pour tenir compte des données de l'année écoulée. Cette campagne conduit à réviser l'ensemble des séries CVS diffusées. À l'occasion de la campagne d'actualisation de février 2017, les méthodes d'estimation des coefficients CVS des statistiques nationales, régionales et départementales de demandeurs d'emploi ont été harmonisées. Les séries régionales et départementales publiées sont maintenant corrigées des effets des jours ouvrables (CJO), et la cohérence comptable entre niveaux géographiques des statistiques CVS-CJO est désormais systématiquement assurée.

Sources : Statistiques mensuelles du marché du travail ; Pôle emploi ; Dares

Toujours moins de constructions de logements

En repli depuis le troisième trimestre 2017, les autorisations de construction de logements, mesurées en données cumulées sur douze mois, continuent de baisser au deuxième trimestre 2018, en Centre-Val de Loire (- 3,5 %). Au niveau national, la baisse entamée au trimestre dernier est moindre (- 1,6 %). Par rapport au deuxième trimestre 2017, les autorisations de construction sont en net recul dans la région (- 9,7 %), et plus modérément au niveau national (- 1,2 %). Le repli du nombre de logements commencés constaté au premier trimestre 2018 en Centre-Val de Loire, comme au niveau de la France hors Mayotte, se confirme au deuxième trimestre 2018 (respectivement - 0,6 % et - 0,2 %) (figure 8). Dans la région, cette baisse est imputable aux seuls logements collectifs (- 2,2 %), les logements individuels marquant un arrêt. Par rapport au même trimestre de l'année précédente, les mises en chantier augmentent dans des proportions plus importantes dans la région qu'au niveau national (respectivement + 10,7 % et + 6,6 %).

8 Évolution du nombre de logements commencés



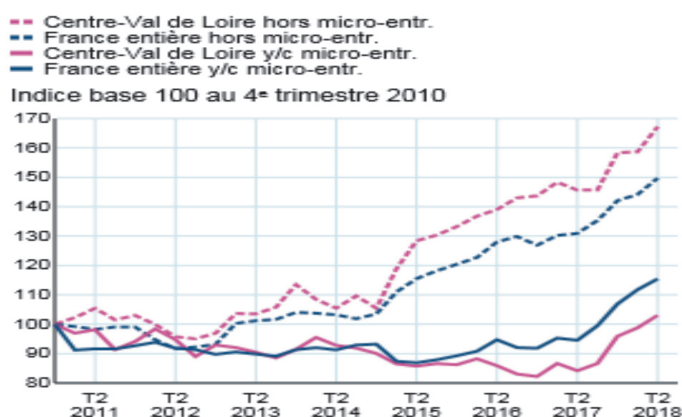
Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente le cumul des douze derniers mois.

Source : SOeS, Sit@del2

Les créations d'entreprises toujours en progression

Au deuxième trimestre 2018, et ce depuis le troisième trimestre 2017, le nombre de créations d'entreprises, y compris micro-entrepreneurs, est en hausse en Centre-Val de Loire. Le nombre d'unités créées s'établit ainsi à 4 340, soit une augmentation de 4,3 %, supérieure à celle observée au niveau national (+ 3,3 %) (figure 9). Tous les secteurs participent à cette progression, excepté celui de l'industrie qui subit un important repli (- 13,8 %), après de fortes progressions durant les deux trimestres précédents. Le secteur du commerce, transports, hébergement et restauration porte la hausse du nombre de créations d'entreprises avec 405 unités supplémentaires, soit + 11,4 %. Sur un an, la progression au niveau régional est soutenue et équivalente à la nationale (+ 22 %).

9 Évolution de la création d'entreprises



Note : les créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS). Les créations sous régime de micro-entrepreneur sont brutes. Données trimestrielles. L'actualisation des outils de gestion ne permet plus d'identifier précisément les créations par des micro-entrepreneurs

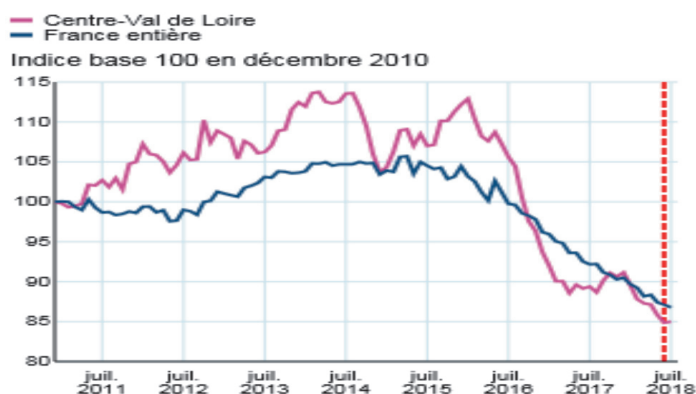
Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Les défaillances continuent de baisser

Comme au trimestre dernier, les défaillances d'entreprises sont en recul dans la région au deuxième trimestre 2018. Ainsi, 1 780 défaillances d'entreprises sont enregistrées en données cumulées sur un an, soit une diminution de 2,8 % par rapport au premier trimestre 2018. Au niveau national, la baisse enclenchée au premier trimestre 2016 se poursuit (- 1,2 %) (figure 10). La plupart des secteurs sont concernés par la baisse des défaillances dans la région ce trimestre. Cependant, les secteurs qui contribuent le plus à cette baisse sont ceux de l'information et communication en proportion (- 24,1 %) et de la construction en termes de volume (- 414 défaillances). Seul le secteur des transports et entreposage en comptabilise davantage. Ceux de l'agriculture, sylviculture et pêche et du soutien aux entreprises stabilisent leur nombre de défaillances. Par rapport au deuxième trimestre 2017, le nombre de défaillances recule en Centre-Val de Loire (- 4,8 %), mais dans des proportions légèrement inférieures au niveau France entière (- 5,8 %).

10 Évolution des défaillances d'entreprises



Note : données mensuelles brutes au 19 septembre 2018, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Banque de France, Fiben

La fréquentation hôtelière ne faiblit pas

Au deuxième trimestre 2018, la fréquentation hôtelière en Centre-Val de Loire continue de progresser, au regard de la même période de l'année précédente. Le nombre de nuitées augmente ainsi de 3,0 %, soit dans des proportions supérieures à celles de la France entière (+ 1,4 %) (figure 11).

De nouveau, ce trimestre, la hausse des nuitées dans la région est largement imputable à la clientèle des non-résidents dont la fréquentation progresse de 10,3 %, tandis que celle des résidents n'augmente que de 1,1 %.

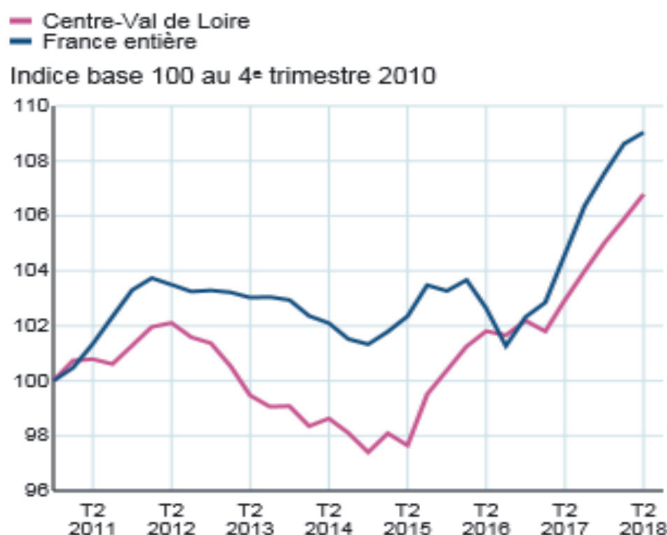
Comme au deuxième trimestre 2017, la part de la clientèle d'affaires représente une nuitée sur deux.

Des échanges commerciaux dynamiques

Après un trimestre de baisse, les échanges commerciaux se font plus intenses au deuxième trimestre 2018, avec des exportations et importations en hausse (respectivement 4,9 et 4,7 milliards d'euros). Le solde commercial reste positif (154 millions), mais baisse de 54 millions d'euros par rapport au premier trimestre 2018.

Sur les douze derniers mois, les échanges commerciaux dans la région sont particulièrement dynamiques, avec des exportations en hausse de 5,5 % et un solde commercial de 980 millions d'euros.

11 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Note : données trimestrielles brutes. Chaque point représente le cumul du nombre de nuitées des 4 derniers trimestres en base 100 au 4^e trimestre 2010.

Sources : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE

Contexte national :

En France, l'activité accélérerait au second semestre après avoir été modérée au premier semestre

La croissance française a nettement ralenti au premier semestre (+ 0,2 % par trimestre) après une année 2017 très dynamique. Au-delà des facteurs internationaux qui ont pesé sur le climat des affaires, l'activité économique a été pénalisée par des facteurs ponctuels (grèves, baisse du pouvoir d'achat au premier trimestre, moindre consommation en énergie, maintenance de raffineries).

Cependant, le retour à la normale dans les secteurs des transports et de l'énergie, combiné à des immatriculations dynamiques durant l'été, conduirait à un rebond de la consommation des ménages au troisième trimestre. En fin d'année, le pouvoir d'achat progresserait fortement en raison des réductions de cotisations sociales et de taxe d'habitation ; il prendrait ainsi le relais pour soutenir la consommation. Bénéficiant également d'un investissement des entreprises robuste et d'une accélération des exportations, le PIB français croîtrait de + 0,5 % au troisième trimestre puis de + 0,4 % au quatrième, conduisant à une croissance de + 1,6 % en moyenne en 2018.

Contexte international :

Début 2018, les écarts de croissance s'accroissent entre les grands pays

Au premier semestre 2018, l'activité a été stimulée aux États-Unis par une politique budgétaire procyclique ; en zone euro, l'allant des économies allemande et espagnole contraste avec les difficultés observées en Italie. Certaines économies émergentes connaissent par ailleurs de fortes tensions financières et inflationnistes. L'environnement international resterait néanmoins porteur, avec un commerce mondial encore dynamique malgré les tensions protectionnistes.

Insee Centre-Val de Loire
131, rue du faubourg Banner
45034 Orléans Cedex 1
Tél : 02 38 69 52 52

Directrice de l'Insee : Yvonne Pérot

Rédactrice en chef : Muriel Auzanneau

Relations médias : medias-Centre@insee.fr

ISSN : 2262-5658
© Insee 2018

Pour en savoir plus

- Des nuages sur l'emploi salarié, note de conjoncture n°21, juillet 2018

